



Décision claire en faveur de l'innovation suisse

Vendredi dernier, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des États (CSEC-E) a décidé, à une courte majorité, de relever le cadre financier du message sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI) de 292,2 millions de francs. Elle a par ailleurs lissé la répartition de certaines dépenses, ce qu'economiesuisse salue.

Le cadre financier a été augmenté de 103 millions de francs, principalement en faveur des EPF, et atteint désormais 9583,9 millions de francs. Les crédits selon la loi sur l'aide aux universités seront augmentés de 54 millions de francs et le Fonds national suisse (FNS) recevra 77 millions supplémentaires. Enfin, la Commission consacre 58,9 millions de francs supplémentaires à l'encouragement de projet de recherche-développement par la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI).

Aux yeux d'economiesuisse, le message FRI joue un rôle central, c'est pourquoi l'organisation faîtière de l'économie salue la décision. En tant qu'économie axée sur le savoir et l'innovation, la Suisse doit veiller tout particulièrement à investir fortement dans les compétences et aptitudes de ses citoyens. Alors que le projet du Conseil fédéral prévoyait une croissance relativement modeste pour les années 2013-2014 et des taux supérieurs pour 2015-2016, la CSEC-E souhaite lisser la croissance des dépenses au fil du temps. Cela accroît la sécurité de la planification pour les institutions de formation et de recherche, ce qui est positif.

Exploiter le potentiel d'économie d'autres domaines

Une préoccupation importante d'economiesuisse est que les EPF et les domaines MINT bénéficient d'une attention accrue. Si on souhaite éviter que l'initiative du Département fédéral de l'économie visant à combattre la pénurie de personnel

qualifié reste sans effet, les investissements budgétés doivent bénéficier dans une mesure supérieure à la moyenne aux domaines techniques et aux sciences naturelles.

Naturellement, le respect du frein à l'endettement reste une priorité. Les messages prévus devront dans leur ensemble s'inscrire dans ce cadre. Des potentiels d'économie dans d'autres branches doivent être pleinement exploités, en particulier dans le domaine de la coopération au développement et de l'agriculture.